

Suivi du plan d'action OSD 2016-2017  
Province  
Bilan en date du 31 mars 2017

Catégorie	Action	Suivi des opérations effectuées entre le 1er avril 2016 et le 31 mars 2017	Régions administratives																	Planification 2017-2018
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	Province
Section A Libération des lieux pour les Biens confisqués et dévolus (BCD) <sup>1</sup>	Brûlage	267	3	18	8	18	18	0	4	19	33	16	52	24	0	9	45	0	0	265
	Démantèlement	33	0	2	1	0	0	0	5	0	0	0	3	0	0	0	0	22	0	129
	Libération effectué par l'occupant	301	4	5	11	39	33	0	19	7	6	17	125	16	0	1	14	4	0	N/D
	Total	601	7	25	20	57	51	0	28	26	39	33	180	40	0	10	59	26	0	394
Section B Action pouvant entraîner une libération des lieux des occupant sans droit (OSD) <sup>2</sup>	Récupération / nettoyage	28	1	3	5	1	0	0	0	1	1	0	4	0	0	0	0	12	0	72
	Inspection DAJ <sup>3</sup>	107	3	29	0	6	0	0	3	4	1	6	36	0	0	14	5	0	0	120
	Validation Autochtone	34	0	0	1	7	0	0	0	12	4	9	1	0	0	0	0	0	0	82
	Validation Orthophoto	30	0	0	0	0	0	0	0	0	1	6	23	0	0	0	0	0	0	339
	Autres inspections <sup>4</sup>	1011	12	73	11	91	63	0	19	53	37	304	256	50	0	8	34	0	0	692
	Total	1210	16	105	17	105	63	0	22	70	44	325	320	50	0	22	39	12	0	1305
Confirmation d'une libération des lieux suite à une action réalisée à la section B		416	5	50	3	43	0	0	8	14	8	194	64	0	0	3	12	12	0	N/D
Total des libérations des lieux		1017	12	75	23	100	51	0	36	29	47	227	244	40	0	13	71	38	0	394

<sup>1</sup> Occupants sans droit qui ont fait l'objet d'un affichage d'une durée de 7 mois tel que stipulé à l'article 62 de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1) et qui nécessitent une intervention de libération des lieux (brûlage, démantèlement ou libération effectuée par l'occupant) et aussi ceux qui ont été révoqué pour non-conformité ou manquement au paiement.

<sup>2</sup> Occupants sans droit qui font l'objet d'un affichage tel que stipulé à l'article 62 de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1) et qui pourraient nécessiter une intervention de libération des lieux à l'échéance du délai de 7 mois, OSD dont l'occupant est connu et OSD dont le traitement du dossier est fait conjointement avec la DAJ. La libération des lieux est également possible à cette étape du traitement des dossiers, durant la période d'affichage de 7 mois ou dans le suivi des dossiers avec la DAJ.

<sup>3</sup> Comprend les jugements, les mises en demeure et les prolongations de délai du MJQ

<sup>4</sup> Comprend les affichages, les conventions de libération des lieux (CLL), les conventions de prolongation délai (CPD), les avis de quitter et les inspection reliées aux contrats de démantèlement